

## Paradoxes et perversions : le township sud-africain

Myriam Houssay-Holzschuch<sup>1</sup>

**Résumé :** Le township sud-africain, quartier résidentiel pavillonnaire réservé aux Noirs et aux Métis et construit en nombre sous le régime d'apartheid semble être une forme urbaine très éloignée du grand ensemble. Cependant, une analyse plus approfondie de ce cas permet d'éclairer l'objet de nos comparaisons : en effet, le township correspond à notre définition de travail du grand ensemble, par sa taille et sa place dans la ville. L'étude de sa morphologie, de son histoire, de ses normes, de l'idéologie et du projet social qui le sous-tendent montre en quoi il a en fait perverti ce modèle, pour en présenter une image paradoxale mais éclairante.

**Abstract:** The South African township differs apparently widely from the urban form of the *grand ensemble*: rows of individual houses and a racially homogeneous population (Africans or Coloureds) are the characteristics of such apartheid-designed areas. Nevertheless, a closer analysis shows the heuristic value of such an example in our comparisons, as the township corresponds (e.g. in size) to our working definition of the *grand ensemble*. Through an assessment of several criteria (morphological, historical, ideological, as well as its building norms and intentions), this paper demonstrates that the urban model of the township offers a perverted, paradoxical but stimulating image of the *grand ensemble*.

Le cas sud-africain dans la pensée sur la ville est très souvent compris comme une exception, une divergence, un cas extrême : l'histoire nationale, marquée par la ségrégation, puis par l'apartheid (1948-1994) aurait causé une différence dans la nature même des villes sud-africaines. Jacques Lévy a ainsi évoqué, parlant de l'apartheid, un « crime contre l'urbanité ». De fait (*cf.* illustration 1), la ville sud-africaine sous le régime raciste présente un modèle ségréatif très épuré – la brutalité et la rigueur inhumaine avec lesquelles il fut appliqué étant pour beaucoup dans cette épure. La ségrégation se fait d'abord par un zonage très strict entre quartiers résidentiels, zones industrielles, quartiers d'affaires, etc. Elle se fait ensuite par la définition de quartiers résidentiels raciaux dont le paysage, le bâti et ses normes, l'accès à la propriété foncière, les bâtisseurs, les acteurs, les équipements et les infrastructures dépendent de la « race » des résidents.

### ILLUSTRATION 1 : Le modèle de la ville d'apartheid.

Source : Houssay-Holzschuch 1995, d'après Davies, 1981.

Ce cas sud-africain peut néanmoins être utilisé comme un modèle opératoire qui pousse à l'extrême des logiques mondiales apparemment contradictoires et qui permet ainsi de les identifier. Sur le plan de l'histoire des idées, des discours et des pratiques politiques par exemple, le régime d'apartheid a allié un racisme extrême à une indiscutable modernité de projet — l'apartheid en ce sens ne s'est jamais voulu « réactionnaire » — comme de moyens :

---

<sup>1</sup> UMR Géographie-cités/Géophile, Ecole Normale Supérieure Lettres et Sciences humaines, 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69 342 Lyon cedex. Tél. : 04 37 37 63 25. Fax : 04 37 37 61 70. [Myriam.Houssay-Holzschuch@ens-lsh.fr](mailto:Myriam.Houssay-Holzschuch@ens-lsh.fr).

c'est une ingénierie sociale et spatiale complexe qui permettra au gouvernement d'imposer son idéologie.

Cette utilité herméneutique du cas sud-africain est particulièrement vraie en ce qui concerne les études urbaines : dans ce cas, le modèle<sup>2</sup> pousse à son paroxysme des logiques de contrôle (de l'espace et de la population) par le pouvoir, de ségrégation. En même temps, les urbanistes et architectes sud-africains sont parfaitement au fait des grands courants mondiaux. Plus encore, ils les utilisent et les appliquent au contexte local : un exemple particulièrement flagrant est celui de la « perversion » (Guillaume, 2001) du modèle howardien de la cité-jardin à des fins de contrôle social et « racial ».

A l'échelle des quartiers, la ville de l'apartheid propose un modèle particulier, celui du township, périphérie résidentielle populaire à majorité noire (Dorier-Apprill, 2000). Résolument pavillonnaire (*cf.* illustration 2), il répond pourtant à la définition *a minima* du grand ensemble proposée par Frédéric Dufaux<sup>3</sup> comme base de la démarche comparatiste suivie dans cet ouvrage :

- sa taille est de plusieurs centaines de logements au moins, souvent de plusieurs milliers ;
- sa planification par les autorités et la volonté même de séparation en font des morceaux de villes, identifiables par leurs formes et leurs limites.

Il s'agira donc ici de *voir* dans quelle mesure le modèle du township<sup>4</sup> peut éclairer l'objet « grand ensemble » : s'agit-il d'un refus de cette forme urbaine, d'un type de quartier opposé dans sa forme comme dans ses principes, ou d'un grand ensemble « à l'horizontale » ? Pour cela, je propose de passer par une série de documents, iconographiques et textuels pour éclairer successivement les paysages et l'idéologie des townships, avant de pousser l'analyse à partir de l'exemple de Langa, au Cap.

## 1. Paysages de la planification, paysages de l'uniformisation

L'objet « township » est très bien défini dans la ville : il peut d'abord être défini *historiquement*, puisqu'il correspond à une époque de la pensée urbaine. Forme typique de l'apartheid, il lui est cependant antérieur puisque les premières *locations* (quartiers réservés aux Noirs) datent de la première décennie du XXe siècle et que certains exemples particulièrement aboutis comme celui de Langa (*cf.* infra) ont été construits dans l'entre-deux-guerres. Les derniers grands townships ont été construits à la fin des années 1980, dans les ultimes soubresauts du régime d'apartheid. Leur phase de construction est donc terminée : nous avons affaire à une forme urbaine héritée, orpheline de son système de production<sup>5</sup> et de l'ordre social, idéologique, politique et économique qui lui a donné naissance.

---

<sup>2</sup> La dimension de modèle des villes sud-africaines actuelles fait débat, tant l'ampleur des modifications sociales et spatiales post-apartheid est importante. Pour ce qui est cependant du thème couvert par cet article (le modèle du township et ses rapports avec l'objet « grand ensemble »), la question de l'existence et de la spécificité d'un modèle sud-africain ne fait aucun doute, d'autant que je me limiterai à traiter de la ville sud-africaine sous les régimes de la ségrégation (1901-1948) et de l'apartheid (1948-1994).

<sup>3</sup> Voir sa contribution.

<sup>4</sup> Pour plus de détails sur ce point et notamment sur les aspects politiques et sociaux de ces quartiers, voir Houssay-Holzschuch, 1998 et 1999.

<sup>5</sup> L'expression est de Frédéric Dufaux.

Il peut ensuite être défini *spatialement* : d'une part, il correspond au sein des agglomérations sud-africaines à un type particulier de quartier d'habitat ; d'autre part, il s'individualise et se détache par ses formes du reste du tissu urbain. Il a été systématiquement construit en périphérie des villes : les townships aujourd'hui insérés dans le tissu urbain, comme c'est le cas de Langa (*cf.* illustration 7) sont anciens et ont simplement été rattrapés par le front de l'urbanisation au cours du dernier siècle.

À quoi ressemble un township ? Quelles sont les spécificités de ses paysages ? Peut-on les comparer à ceux de grands ensembles dans le reste du monde ? Les ambiguïtés du projet socio-spatial qui a donné naissance à cette forme urbaine se déploient peu en peu, en fonction du point de vue adopté : la photographie aérienne et au sol nous fournit ici une illustration très littérale<sup>6</sup> (*cf.* illustrations 2, 3 et 4).

**ILLUSTRATION 2 : Photographie aérienne verticale du township de Meadowlands East, Soweto, 16 avril 1993.**

Source : Judin et Vladislavi\_, 1998, p. 350. Cliché Aircraft Observation Company.

Dans cette première approche (illustration 2), un township est cette banlieue pavillonnaire visiblement planifiée, de construction récente (après la Seconde Guerre mondiale), organisée autour des voies de communication : une voirie hiérarchisée et des infrastructures ferroviaires relativement importantes. Un certain nombre d'équipements sont visibles : un stade et d'autres équipements sportifs, des écoles, un centre de services. Il n'y a là *a priori* rien de particulièrement choquant. Si la répétition à l'identique des habitations laisse craindre une certaine monotonie du paysage, rien ne pointe vers une possible parenté de ce quartier résidentiel avec un grand ensemble.

**ILLUSTRATION 3 : Photographie aérienne oblique du township de KwaThema, à Springs, vers 1955.**

Source : Judin et Vladislavi\_ (1998 : 433). Cliché extrait de Calderwood (D.M.), *Native Housing in South Africa*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1953.

Cette vision plus proche de la réalité au sol (illustration 3) change notre perception du township. Nous avons là un univers assez oppressant, dans lequel équipements, infrastructures et commerces sont réduits au minimum. Le modèle spatial du camp militaire apparaît, avec sa maîtrise de l'espace, sa stricte géométrie et sa monotonie. L'insertion du township dans le tissu urbain est tout simplement absente : une très large zone non construite entoure le quartier.

**ILLUSTRATION 4 : Photographie au sol du township de Meadowlands, 1954.**

Source : Judin et Vladislavi\_, 1998, p. 439. Cliché Times Media Collections, MuseumAfrica, Johannesburg.

Enfin, une vision au sol (illustration 4) insiste la déprimante monotonie d'un habitat extrêmement normé, construit en quantité et à perte de vue. La production de logement est industrielle par son ampleur numérique, même si le faible coût de la main-d'œuvre limite la

---

<sup>6</sup> Les documents de qualité graphique suffisante manquent pour présenter les trois visions (photographie aérienne verticale, photographie aérienne oblique, photographie au sol) sur le même township. Néanmoins, même si les lieux cités ici sont différents les uns des autres, Meadowlands et KwaThema ont été choisis pour la représentativité de leurs formes.

mécanisation. Aucune individualisation ou personnalisation ne peut s'exprimer. Les terrains de construction sont à peine viabilisés et les équipements si peu nombreux qu'ils n'apparaissent pas. Nous avons donc bien là un espace résidentiel au rabais, où l'on construit en nombre des logements standardisés. Si l'on ajoute que cette construction est le fait des autorités, gouvernementales ou locales, et qu'elle répond - entre autres ! - à une importante crise du logement, on peut se trouver face à un « grand ensemble » paradoxal : bien des caractéristiques paysagères, fonctionnelles et technocratiques des grands ensembles classiques sont présents dans un ensemble résolument pavillonnaire. Le township peut donc aussi être décrit formellement comme un grand ensemble à l'horizontale.

## 2. L'idéologie : normes et exceptions

Les formes du township offrent donc un paradoxe stimulant pour la réflexion comparatiste sur l'objet grand ensemble. L'idéologie à peine masquée derrière ce modèle spatial continue d'interroger cet objet sur le mode paradoxal, mais en y ajoutant une perversion certaine : les conceptions de la ville à l'œuvre en Afrique du Sud ont une modernité certaine, un projet social proclamé, une utilisation fine des théories urbanistiques modernistes voire progressistes, le tout détourné par une idéologie raciste extrêmement prégnante.

Le township est d'abord le fruit d'une vision victorienne de la ville et de la race, caractérisée par une dualité permanente du discours que l'on retrouvera jusqu'aux derniers jours de l'apartheid. La ville est un phare de la civilisation, forcément blanche. Elle est en même temps lieu de corruption et de dégénérescence du corps social. Ce raisonnement, bien proche de l'équivalence des classes laborieuses et des classes dangereuses, se double de perspectives hygiénistes : les pauvres – et en Afrique du Sud les pauvres avant tout sont Noirs ou Métis – sont des agents pathogènes dans l'organisme urbain, non seulement sur le plan moral, mais aussi sur le plan épidémiologique (illustration 5). Leurs conditions de vie favorisent l'apparition de la maladie (peste bubonique au Cap en 1901, grippe de 1918), leur proximité faire craindre la contagion des beaux quartiers. Un véritable « syndrome sanitaire » (Swanson, 1977) se développe alors : il permettra d'instaurer la ségrégation résidentielle des Noirs dans les villes sud-africaines.

“First there was the spectacle of filth. The visible ‘mess and filth’ of the pondokkie slum offended the senses. This filth was sufficient to render the concept of ‘home’ itself ambiguous: the slums ‘create a home for the native, a home formerly built of wattle and daub, but to-day of wood off-cuts, poles, drums, newspapers and malthoid; in fact, of any material’; yet such a place cannot be fully a home, for here ‘homeless persons are now living in filth and indescribable squalor’. The focus on filth led to an obsession with cleanliness and the need to ‘clean up’ the city.

The there was the spectacle of disease. Pondokkies were linked to dirt, dirt to excrement, excrement to disease, and disease to the moral degradation of the inhabitants: ‘You cannot walk in the streets without getting your boots fouled by human detritus. This is not an abnormal circumstance... it is a normal condition. The children of the location play on these streets: they have no proper playgrounds... A good deal of washing and laundry goes out to the location to be washed in foul, utterly disgusting water’. To make matters worse, these primitive creatures were responsible for ‘their own evil environment... cramming themselves into these packing cases without moral and human dignity’. They confirmed their moral degradation by contaminating their own surroundings, producing a slum described as ‘the

worst in the Union'. 'For vile indeed are the conditions under which the human [native] population... exists... they are simply the devil's slaves engaged in the degradation of themselves and their fellows.'

**ILLUSTRATION 5 : Le township comme remède au bidonville.**

Source : Minkley (Gary), « 'Corpses behind screens' : Native space in the city », dans Judin et Vladislavi\_ (1998 : 205-206).

La construction du township correspond donc à une volonté d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres mais ce projet social, commun à beaucoup de grands ensembles dans le monde, est détourné : il ne s'agit pas ici d'un Etat-providence qui offrirait une meilleure qualité de vie à une population défavorisée – celle-ci est largement vue comme responsable de sa propre condition et travaillant activement à l'aggraver. C'est une action à but strictement égocentrique, qui cherche à supprimer des foyers épidémiologiques (la contamination étant physique aussi bien que morale) menaçant les quartiers blancs.

D'une manière plus générale, deux éléments vont être liés dans la conception du township : répondre à la crise du logement et à ses conséquences sociales d'une part, résoudre le « problème indigène » d'autre part. Les formes du bâti seront pensées en conséquence : le raisonnement se fonde sur un déterminisme spatial strict, puisque le « contenant » - l'habitat - est jugé capable de déterminer le « contenu » - la population et ses pratiques sociales. Les autorités et les urbanistes sud-africains s'inspireront de modèles occidentaux, dans une pratique très contrôlée et très standardisée comparable à celle des grands ensembles ailleurs dans le monde. Le ministère des affaires indigènes (*Department of Native Affairs*), la *National Housing and Planning Commission*, le *National Building Research Institute*, le *Council for Scientific and Industrial Research*, les autorités locales et des architectes de premier plan furent les principaux acteurs de la mise au point de ce programme de logement bien particulier.

Dans un premier temps, la cité-jardin telle qu'elle a été conçue par Ebenezer Howard sert de forme urbaine de référence. En effet, elle propose un cadre physique de logement basé sur une occupation différenciée de l'espace en fonction des composantes sociologiques de la population (Guillaume 2001 : 103). Cela correspond à la volonté systématique de ségrégation du gouvernement sud-africain, en particulier à partir de 1948. Certaines valeurs howardiennes sont d'ailleurs partagées par les élites sud-africaines : la vie de famille, le contact avec la nature (par des jardins ou par une « ceinture verte »). Philippe Guillaume souligne (2001 : 106) que « dans le discours officiel, les townships sont un cadre de vie complet et épanouissant, permettant par la trilogie maison individuelle / jardin / quartier planifié la pratique de valeurs normatives », opposées au grouillement pathologique des taudis précédents. La filiation *formelle* entre cité-jardin et township est claire et on la retrouve, dans le plan de la ville d'apartheid.

Par contre, l'idéologie progressiste socialisante de Howard est totalement ignorée et rejetée. Bien au contraire, la morphologie même des cités-jardins est utilisée à des fins de contrôle des populations, qu'elles soient d'ailleurs noires ou blanches (Teppo, 2000) : les quartiers résidentiels construits selon ces normes sont isolés du reste de l'agglomération par des « ceintures vertes », le plus souvent des terrains vagues non constructibles. Ceux-ci sont rapidement désignés sous le terme de « zones tampons ». Ils servent en effet à isoler le quartier du reste de l'agglomération, à des fins hygiénistes et sécuritaires : lors des troubles anti-apartheid des années 1970 par exemple, on verra la police et l'armée contenir et restreindre les émeutes au township par une surveillance très stricte de la zone tampon. De la

même manière, le dessin de la voirie imaginé pour créer des communautés de voisinage sera utilisé pour « boucler » une partie du quartier.

Quand ces constructions sont destinées à une population blanche défavorisée – souvent soupçonné de ne pas maintenir la « distance requise » avec les populations noires et métisses - la morphologie sert également au contrôle mais sous des formes moins brutales et plus insidieuses : la voirie converge vers la place centrale du quartier, organisée comme un panoptique. L'organisme d'aide sociale se trouve en position dominante et le centre symbolique du quartier, un terre-plein vert, abrite les tombes des fondateurs dudit organisme. Les unités de voisinage mettent chacun sous la surveillance des autres ; cela est d'autant plus efficace que la délation auprès des services sociaux est encouragée, voire récompensée (Teppo, 2000).

On a donc une adaptation bien particulière de la cité-jardin : les autorités sud-africaines utilisent ses formes pour mener à bien leur projet de contrôle, de mise en ordre de la population selon leur idéologie raciste et ségrégationniste. Fort logiquement, cette politique s'accompagne d'une normalisation du bâti : la prédominance des autorités et des organismes publics dans la construction de logements uniformise le paysage des villes sud-africaines. Ces acteurs sont en effet les seuls à fournir un logement urbain pour l'ensemble de la population noire, la population métisse dans sa majorité et les plus pauvres des Blancs. Ce monopole de la construction leur a été accordé par les lois d'apartheid.

Cette normalisation du bâti, selon des modèles, des procédures et des réglementations strictes, s'accompagne d'une standardisation des logements : des normes de surface, d'équipement, etc. sont établies et strictement respectées. Cela est logique dans une démarche étatique, volontariste et moderniste. La perversion sud-africaine se situe dans l'établissement de ces normes, complètement dépendantes de critères raciaux (illustration 6) : la norme, disent-ils, dépend de la personne à laquelle elle s'applique...

(...) taking into account the fact that many of the persons to be housed in urban Bantu houses have been living in shacks or traditional Bantu dwellings, many of which are known to leak severely during rain, it is reasonable in the lowest-cost housing to accept that occasional dampness in buildings is tolerable, providing no structural weakness in the building result from such damp conditions... these observations lead one to believe that the effects of occasional dampness on healthy persons are more psychological than physical and ... is more cause for irritation than actual physical illness.

Consequently for minimum construction, as must apply for Bantu housing, it must be expected that there will be an even greater number of days on which the comfort range [in the thermal environment] is not achieved... It is admitted that under these limiting conditions the buildings might at times become rather uncomfortable, but comfort cannot be afforded in houses which are subsidized.

Rimlocks are not well favoured because the small number of differs makes burglary easy: they are more difficult to fix to concrete door frames and the local authority faces difficulty with the loss of keys. The preferred types are those for which the occupant provides his own padlock.

A tap should not be provided in the kitchen as this will require further cost for a sink and drainage for the sink, and in the Sub-committee's view it is not imposing too much hardship in the lowest-cost housing to expect the water to be carried from a tap just outside the building.

Pail Latrines. These are the most commonly encountered system in low-cost housing. There is no limitation to the size of a township that can be served in this way... these need not be accompanied by undesirable smells so long as they are situated at least 15 ft from any dwelling. This factor gives rise to inconvenience in bad weather... however, this is Non-European custom and the most practical.

... the minimum standards of accommodation for non-Europeans concern the human requirements in buildings, namely the minimum requirements for the health, decency, and family life for the occupants of the dwellings... in the 51/9 houses these requirements are already very close to the minimum requirements of the Slum Act.

The South African standards are far from luxurious but, for the promotion of health and decency, they are being formed along correct lines.

Standards are dependent upon the person for whom they are prepared.

In South Africa, the non-European standard of space is about half that allowed in highly civilized countries.

#### **ILLUSTRATION 6 : Normes de construction des townships.**

Source : Minkley (Gary), *op. cit.*, d'après CSIR, *Cost of Urban Bantu Housing*, 1954.

Sur le plan idéologique, la modernité du modèle du township est claire dans la pensée urbanistique et dans les pratiques de construction, dans la volonté d'ingénierie sociale et dans rôle des pouvoirs publics bâtisseurs et bailleurs. Elle est par contre largement absente des normes urbaines elles-mêmes, en particulier des normes de confort dans le logement puisque ces normes sont strictement raciales : par exemple, la construction du township de Khayelitsha au Cap a été décidée fin 1983 et a débuté au début de 1984 ; l'électricité n'était pas prévue dans les nouveaux logements...

Le projet social associé en général aux grands ensembles – offrir un logement confortable car pourvus des aménagements modernes à une partie de la population que l'on soutient ainsi dans son projet d'insertion et d'ascension sociale – est absent des townships destinés aux Noirs et aux Métis. Il est cependant présent dans les quartiers de morphologie similaire destinés aux pauvres Blancs. Le projet social créant le township est le contrôle social : il faut se protéger et surveiller les pauvres, les Noirs, les malades potentiels – ce sont d'ailleurs souvent les mêmes. Rapprocher le township du grand ensemble pour les comparer, c'est donc aussi poser la question de la pertinence du modèle du panoptique, de Bentham à Foucault, dans l'analyse de cette forme urbaine.

### **3. Le modèle du township : l'exemple de Langa, au Cap**

Le township de Langa, au Cap permet un regard plus concret sur ce modèle du township. Il est représentatif de cet urbanisme de contrôle social, tant dans sa localisation que dans son plan ou dans le type de logement qu'il offre à ses habitants.

#### **ILLUSTRATION 7 : Les quartiers raciaux du Cap, déterminés selon le *Group Areas Act*.**

Source : Houssay-Holzschuch, Nourrissat, Oldfield, 2000.

Les townships réservés aux Noirs sont situés en périphérie de la ville et l'on peut repérer l'avancée du front de l'urbanisation par leurs localisations successives (illustration 7).

Ndabeni fut le premier quartier résidentiel où la plupart des Noirs<sup>7</sup> habitant la ville du Cap avaient une obligation de résidence. Sa construction fut décidée en 1901, après une épidémie de peste bubonique ayant fait de nombreuses victimes, notamment parmi les habitants noirs et métis des quartiers taudifiés de District Six et du quartier malais (Bickford-Smith, van Heyningen et Worden, 1999 : 20 ; Houssay-Holzschuch, 1999). La localisation choisie, à la périphérie de la ville, a rapidement été la source de problèmes : la ville du Cap s'étant développée de manière importante dans les premières années du XXe siècle, le quartier était désormais englobé par l'agglomération. Cela compromettait sa vocation d'isolement médical et hygiéniste, comme l'épidémie de grippe de 1918 le montra. De plus, les conditions de vie à Ndabeni, déplorables, accentuent cette menace sanitaire. La croissance de la population africaine au Cap fait également réapparaître la question du logement. Enfin, la valeur foncière des terrains sur lesquels Ndabeni est bâti a nettement augmenté depuis que la ville s'est étendue. Langa fut donc construit pour répondre à ces besoins et ouvrit ses portes en 1927 – Ndabeni sera détruit en 1936.

La localisation de Langa répond aux mêmes principes d'éloignement de la ville que Ndabeni. Cependant, au cours des décennies suivantes, la population noire du Cap continuera de croître et l'offre de logement à Langa devra très rapidement insuffisante. D'autres townships sont construits, toujours plus loin : Nyanga en 1946, Gugulethu en 1957, Khayelitsha en 1984. Lors de la création de ce dernier quartiers, il sera même brièvement question d'y déplacer l'ensemble de la population des townships plus anciens et plus proches du centre. Plus encore — ajoutant une dimension à l'éloignement — un projet a existé pour donner à Khayelitsha un statut de bantoustan, c'est-à-dire de territoire réservé aux Noirs politiquement autonome voire indépendant...

#### **ILLUSTRATION 8 : Langa, photographie aérienne de 1996.**

Source : Photographie aérienne publiée par le Chief Directorate : Surveys & Mapping, South Africa.

Le plan de Langa reflète à la fois la parenté morphologique du township avec les cités-jardins et la volonté municipale de contrôle social (illustrations 8 et 9). Son architecte, Thompson, a aussi construit le quartier de Pinelands, une « véritable » cité-jardin destinée aux Blancs. Le procès-verbal du conseil municipal décrit ainsi son plan : « [Langa] a été conçu d'après les meilleurs exemples d'urbanisme moderne. Le chemin de fer donnant accès au village ne croisera aucune rue... Ceci permet au chemin de fer d'être totalement clôt au contact du township indigène... Le maintien d'une ceinture arborée de 30 m de large à la limite ouest a été proposé... La principale voie d'accès au township devrait être Klipfontein Road... La question de la surveillance est une autre considération importante pour la conception du plan et l'emplacement du poste de police a été prévu pour permettre un contrôle suffisant. L'homme en faction sur la tour pourra voir la totalité du quartier... L'homme en faction au Central Square pourra voir... d'un bout à l'autre de Central Avenue... et pourra regarder dans chacun des grands *compounds* »<sup>8</sup>. Zones tampons renforcées par des voies de communication ou des zones industrielles, accès limités au quartiers et points de surveillance et de contrôle dessinent à Langa un modèle de l'urbanisme de contrôle social pratiqué dans l'Afrique du Sud de la ségrégation (1910-1948) puis de l'apartheid (illustration 9).

<sup>7</sup> Ils pouvaient habiter ailleurs s'ils remplissaient de strictes conditions de niveau d'éducation et/ou de revenu.

<sup>8</sup> *Mayor's Minutes*, septembre 1923, p. 22, cité dans Le Grange (1985 : 10).

### **ILLUSTRATION 9 : Langa, un urbanisme de contrôle social.**

Source : Houssay-Holzschuch, 1999.

Une dernière échelle d'analyse, celle du logement, confirme le projet social de l'apartheid (illustration 10) : il ne s'agit pas, dans des maisons de quelques mètres carrés, d'offrir un logement décent à une population défavorisée. Au contraire, on loge des familles noires au moindre coût et dans des conditions de confort minimales. Ces familles, souvent nombreuses, n'ont pas d'alternative : elles sont légalement obligées d'habiter Langa et d'habiter dans les logements construits par les autorités : la loi interdit aux Noirs l'accès à la propriété foncière et la réglementation les empêche de construire ou de modifier leurs maisons. Une norme leur est imposée en terme d'habitat, une norme raciale : la maison NE 51/6, qui sera la plus répandue dans les townships sud-africains, tire son sigle de sa date de conception (1951) et de ses destinataires (NE pour *Non-European*).

### **ILLUSTRATION 10 : Plans de maisons de Langa.**

Source : Houssay-Holzschuch, 1999, d'après Granelli (Roger) et Levitan (Ronald), *Urban Black Housing: a review of existing Conditions in the Cape Peninsula with some Guidelines for Change*, Cape Town, Urban Problems Research Unit, University of Cape Town, 1977.

### **Conclusion**

Le township sud-africain offre donc un contrepoint utile à l'objet « grand ensemble », par sa perversion du modèle. On pourrait le décrire comme un grand ensemble pavillonnaire, dont le projet social est « réactionnaire » et les moyens très modernes. La place du township dans la société urbaine renvoie aussi au grand ensemble de manière paradoxale : les townships sont aussi des espaces stigmatisés et dévalorisés dans les représentations et les discours. Ils sont des espaces marginaux, où règnent la pauvreté et la violence et qui ont leur fonctionnement propre, notamment en termes politiques ou de sociabilité : tout cela les rapproche par exemple des grands ensembles français. Mais contrairement à ces derniers, ils abritent dans les villes sud-africaines la majorité de la population... L'Afrique du Sud post-apartheid a aujourd'hui à faire avec l'inertie de l'espace : les aires réservées aux Noirs sous l'apartheid, en ville ou ailleurs, sont inscrites pour longtemps sur la carte du pays.

### **Éléments de bibliographie**

BICKFORD-SMITH (Vivian), van HEYNINGEN (Elizabeth), et WORDEN (Nigel), *Cape Town in the twentieth century*, Cape Town, David Philips, 1999, 255 p.

DAVIES (Ron J.), « The spatial formation of the South African City », *Geojournal*, Supp. Iss., 2, 1981, p. 59-72.

DORIER-APPRILL (Elizabeth), *Vocabulaire de la ville, Notions et références*, Paris, Editions du Temps, coll. « Questions de géographie », 2000, 191 p.

GUILLAUME (Philippe), *Johannesburg, géographies de l'exclusion*, Paris, IFAS-Karthala, 2001, 391 p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*, Paris, Editions du CNRS, coll. « Espaces et milieux », 1995, 104 p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), « Espace de contrôle, espace de subversion : les townships sud-africains », dans GUILLAUD (D.), SEYSSET (M.), WALTER (A.), *Le Voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*, Paris, ORSTOM, 1998, p. 401-406.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), *Le Cap, ville sud-africaine : ville blanche, vies noires*, Paris, L'Harmattan, coll. « Géographie et Cultures », 1999, 276 p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH (Myriam), NOURRISSAT (Sandrine), OLDFIELD (Sophie), « Social and Spatial Polarisation in post-apartheid Woodstock », Communication à la conférence *Space, Territories and Identity: South Africa-India*, Cape Town, ENGEO Department, University of Cape Town, 12-13 octobre 2000.

JUDIN (Hilton) et VLADISLAVI\_ (Ivan), *blank\_\_\_\_\_ Architecture, apartheid and after*, Rotterdam/Cape Town, NAI Publishers / David Philip, 1998, 488 p.

LE GRANGE (Lucien), « Working class housing, Cape Town 1890-1947: Segregation and Township Formation », Cape Town, University of Cape Town, Centre for African Studies,, Africa Seminar, 1985.

TEPPO (Annika), “ Process of racial/spatial desegregation in a former ‘poor white area’ ”, Communication à la conférence *Space, Territories and Identity: South Africa-India*, Cape Town, ENGEO Department, University of Cape Town, 12-13 octobre 2000.